Chers amis, chers camarades, citoyennes, citoyens,

Au nom de la Libre Pensée de Dordogne - Groupe Fred Zeller je vous souhaite la bienvenue devant ce monument et cette stèle.

Nous avons là deux messages :
l'un, en mémoire « ***des victimes et anciens combattants de tous les conflits*** » fait appel à nous tous : « ***ensemble apprenons à préserver la paix*** ».
Et c'est bien là notre objectif aujourd'hui.

La commémoration de l'armistice de 1918 a été initiée par les associations d'anciens combattants pour que ce soit la der des der et non pas pour glorifier les tueries. Pourtant, en cette période, le gouvernement cadre les commémorations en préparant à une nouvelle guerre. Une circulaire ministérielle oblige les élèves dès le CM1 à célébrer les morts POUR la France, présentés comme « symbole d'un sacrifice individuel au nom des valeurs communes » et qu'il s'agirait d'imiter dans un « un engagement parfois douloureux, toujours exigeant » .

L'autre message nous est offert par Rodolphe Giuglardo sur la stèle qu'il a gravée en hommage à Antoine Royère, fusillé en 1916 : LIBERUM, ou la capacité à agir selon ses propres choix en dépit des pressions extérieures.

C'est bien contre cela qu'ils ont été fusillés. Il fallait dissuader leurs camarades de tranchée d'agir par eux-mêmes. Il fallait qu'ils obéissent comme du bétail mené à l'abattoir, leur interdire le droit à la vie et leur retirer toute humanité. Ce n'était pas l'objectif de quelques galonnés au cerveau dérangé, non, c'était l'objectif de la hiérarchie militaire et du gouvernement qui dès le lendemain de la déclaration de guerre érigeaient les tribunaux militaires d'exception pour mener à bien cette terrible répression.

C'est l'État français qui commit ce crime collectif, alors nous réclamons depuis plus d'un siècle que l'État français réhabilite collectivement les 639 fusillés pour désobéissance militaire, parmi lesquels les 5 de Dordogne.

Alors pourquoi l'État refuse leur réhabilitation, bien qu'il n'y aurait là qu'œuvre de justice et d'humanité, malgré les prises de positions de nombreux conseils municipaux, départementaux et régionaux, malgré cette liste des 639 soigneusement étudiée par un haut gradé militaire, le général Bach, malgré le projet de loi adopté, mais en première lecture seulement, à l'Assemblée nationale le 16 janvier 2022 ?

C’est qu’au delà des deux guerres mondiales, les guerres impérialistes ont continué aux quatre coins de la planète et d’intenses conflits menacent chaque jour un peu plus d’embraser la planète entière.
C’est que dans ces conflits la barbarie n’a rien à envier à celle des précédentes guerres mondiales. On tue sans vergogne, civils et enfants, on détruit les infrastructures pour rendre invivables des territoires même non conquis.
Netanyahou, bras armé de Trump au Moyen-Orient, continue sa guerre coloniale de remplacement, exterminant les peuples sur les territoires convoités à Gaza, en Cisjordanie, au Liban. Les gouvernements impérialistes de l’union européenne se soumettent à l’impérialisme américain, acceptant de fait le génocide du peuple palestinien. Macron a beau verser des larmes de crocodiles sur le sort des Palestiniens à la tribune de l’ONU, il n’a pas bloqué les livraisons de composants d’armement à l’industrie Israélienne, il n’a pas dénoncé les conventions commerciales et diplomatiques avec un État dirigé par des criminels de guerre tels que Netanyahou et son ancien ministre de la défense Gallant, sous mandats d’arrêt par la Cour Pénale International depuis maintenant 2 ans.
Macron n’a pas condamné la guerre déclenchée par Trump en Iran pour le contrôle du pétrole et des détroits stratégiques, il a mobilisé ses bases militaires sur terre et sur mer, il veut envoyer des troupes en Arabie Saoudite.

Et voilà comment on peut maintenant résumer la situation : l’impitoyable guerre économique que se livrent les plus grandes puissances de la planète, les USA et la Chine, s’est maintenant transformée en guerre militaire planétaire entraînant d’un coté ou de l’autre tous les pays industrialisés soit dans des conflits meurtriers soit dans une course effrénée aux armements sacrifiant tout à l’économie de guerre.

Sur le front russo-ukrainien, s’entre-tuent depuis bientôt 5 ans les frères d’un même peuple parce que les despotes maffieux qui les gouvernent sont, pour les uns du côté de l’OTAN, qui tend à encercler la Russie, et pour les autres du Côté de Poutine allié de la Chine. C’est pour cela que meurent soldats russes et ukrainiens. Ils ne meurent pas pour leur patrie respective dont les économies sont ruinées par la guerre, et qui seront pillés et exploitées par les investisseurs étrangers qui lorgnent déjà les profils de la reconstruction. Ils ne meurent pas non plus pour leur liberté : dans les deux pays la répression fait rage contre le peuple, contre les opposants à la guerre, contre les droits du travail et les libertés fondamentales. Pour les gouvernements des deux camps le droit à la vie et l’humanité des soldats n’existent pas, ce ne sont que chair à canon et à drones tueurs et comme les poilus d’hier, ils doivent aller à l’abattoir uniquement parce qu’on leur en donne l’ordre.

Parmi la centaine de millier de déserteurs de part et d’autre, certains ont réussi à quitter leur pays, dans des périples au péril de leur vie. Hors de leurs

pays, Russes et ukrainiens essaient de s'organiser et de combattre pour la paix. Deux d'entre eux se sont exprimés ensemble à la tribune du grand meeting international de Londres contre la guerre le 20 juin 2026.

Or, le 9 juin 2026, au nom de la Commission européenne, Von der Leyen annonçait le 21è train de sanctions contre la Russie. Et elle a dit ceci: *« pour la première fois, nous proposons d'interdire d'entrée dans l'Union toute personne ayant servi dans les forces armées russes depuis le début de la guerre. En conséquence, les portes de l'Europe sont fermées à quiconque a participé à l'invasion de l'Ukraine. C'est aussi simple que ça ».* Fin de citation. Comme si dans les deux armées la police d'État n'expédiait pas de force les soldats au front, comme si les soldats en refusant ne risquaient pas emprisonnement ou tortures mortelles.
Les gouvernements européens continuent d'un côté à verser armes et finances à Zelensky que ses copains oligarques détournent en partie pour leur villas en Cote d'Azur, et de l'autre ces mêmes gouvernements veulent renvoyer à Poutine le matériel humain dont il a besoin pour continuer la guerre.

Et c'est bien dans la même logique que Mandon, chef d'état-major des armées françaises, a appelé à sacrifier nos enfants devant un soi-disant ennemi russe.

En même temps, le gouvernement militarise la société et la jeunesse, fait entrer les militaires à l'école, multiplie les classes défenses, oriente les lycéens vers les métiers militaires, transforme les cours d'histoire en travail de mémoire teintés de chauvinisme et de haine de l'ennemi, finance et encourage une économie de guerre au détriment de la satisfaction des besoins vitaux de la population.

On ne peut pas d'un côté accueillir et protéger les déserteurs russes et formater tout un peuple à la haine de l'ennemi russe. On ne peut pas réhabiliter les fusillés pour l'exemple en vantant le courage des sacrifiés ukrainiens sur le front, en soutenant implicitement le nettoyage ethnique en Palestine et en développant des machines à exterminer des être humains.

Voilà pourquoi le combat pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple, le combat pour l'arrêt du génocide et l'égalité des droits des peuples de Palestine, le combat pour le droit d'asile aux déserteurs et objecteurs de conscience font partie intégrante d'un seul et même combat contre la guerre, pour la dignité humaine et le droit à la vie.

La Fédération nationale de la Libre Pensée pose des questions à chaque candidat à la présidentielle. En voilà certaines résumées :

« *Ferez-vous voter la loi portant* ***Réhabilitation collective des Fusillés pour l'Exemple.***
● *Suprimerez-vous le* ***Service National Volontaire,*** *la* ***Garde nationale, les classes défenses, la présence de l'armée à l'École publique.*** *Mettrez-vous un terme à l'économie de guerre, reconnaîtrez-vous le génocide du peuple palestinien, poursuivrez-vous en justice les franco-palestiniens suspects de crimes de guerre, soutiendrez-vous le jugement des criminels de guerre par la Cour Pénale Internationale. Stopperez-vous les livraisons d'armes à Israël.*
Et nous leur posons telle quelle cette question :
● *Pour sortir du conflit Israélo-Palestinien, soutenez-vous la revendication d'un* ***État Démocratique, Laïque et Social****, du Fleuve à la Mer avec toutes ses composantes historiques ?*

La Libre Pensée ne prétend pas détenir la vérité mais vous invite à réfléchir à tout cela, à analyser, à débattre pour ensemble agir efficacement pour préserver la paix.

Aujourd'hui la jeunesse se révolte en France, en Italie, en Allemagne. Elle veut un avenir digne et non pas mourir pour des industriels. Le 20 novembre sera une journée internationale contre la guerre et les plus grandes organisations étudiantes et de jeunesses appellent à une grève générale dans toute l'Europe ce jour là et manifesteront dans au moins 13 pays, de la France à la Slovénie, de la Suède à l'Italie… Ils nous montrent la voie :

Pas un sou, pas une arme, pas une vie pour la guerre !
Des milliards pour l'éducation et la santé pas pour la guerre !
Non à la militarisation de l'École ! Liberté pédagogique pour les enseignants !
À bas les fauteurs de guerres ! Capitalisme et militarisme voilà nos ennemis !

- **Réhabilitation collective des Fusillés pour l'exemple !**
- **Asile politique et protection pour tous les déserteurs russes et ukrainiens !**

LIBERUM !

Ni Dieu ni maître, à bas la calotte et vive la sociale !

Retrouvons nous à Gentioux le 11 novembre à 11h pour que maudite soit la guerre !